



16-01-2013

Renault

7.500 nouvelles suppressions d'emplois

A peine l'accord de régression du marché de l'emploi signé entre trois syndicats minoritaires (CFDT-CFTC-CGC) et le patronat, Renault passe aux actes. Il annonce 7.500 suppressions d'emplois, en réalité 8.200 en comptant le reliquat des mesures précédentes. Il parle de non remplacement des départs en retraite ou en préretraite. C'est une nouvelle saignée qui, si elle se réalise, amènera les effectifs de Renault en France à 36.800, alors qu'ils ne cessent de croître dans le reste du monde.

C. Ghosn brandit la menace : si les syndicats ne se couchent pas devant ses exigences, se sera la fermeture de sites. Il faut que les syndicats signent « l'accord de compétitivité » qu'il veut imposer aux salariés. (voir notre article dans l'hebdo N° 279). C'est ce que le patronat appelle la « négociation entre partenaire ».

A chaque séance de « négociation » des exigences nouvelles

Avec ces suppressions annoncées c'est 400 millions qu'elle compte empocher. Elle veut y ajouter des sacrifices en matière de salaires. Après ses exigences sur la mobilité et la flexibilité, la direction Renault exige que les salariés voient leur temps de travail augmenté de 6,5% soit un profit supplémentaire de 60 millions par an.

Louis Renault avait été surnommé le "saigneur de Billancourt". La direction actuelle de Renault suit le même chemin.

La firme compte sur une production en France de 630.000 véhicules soit 100.000 de plus qu'en 2012 avec moins de personnel. Une aggravation brutale des conditions de travail. Elle bénéficie du soutien du gouvernement, actionnaire de Renault, pour faire passer son plan. Celui-ci « ne juge pas inacceptable » le plan de Renault.

Le profit, toujours le profit

Pourtant, Renault continue à faire du profit. Renault- comme tous les grands groupes capitalistes- ne s'en tire pas si mal en cette année soit disant catastrophique pour les constructeurs auto. Pour les six premiers mois de l'année il réalise 482 millions de profit. Rappelons qu'il dispose d'une trésorerie de 11 milliards d'euros et qu'il a distribué en dix ans 6,5 milliards de dividendes. Les moyens financiers ne manque pas pour augmenter les salaires et embaucher, pour améliorer les conditions de travail et l'investissement productif.

La CFDT de Renault est satisfaite, elle estime comme le gouvernement ces propositions acceptables.

La CGT dénonce ce plan et annonce qu'elle ne signera pas l'accord avec la direction.

FO « on ne s'attendait pas à ces mesures ».

L'action

Dès l'annonce de cette nouvelle vague de suppression d'emplois des débrayages ont eu lieu dans plusieurs sites, à Douai, Flins, Sandouville. (ce sont les actions connues au moment où nous écrivons cet article, il y en aura d'autres).

L'action, c'est le seul moyen pour mettre en échec les projets de la Direction.

www.sitecommunistes.org